



CITADIA  
GROUPE SCET



AATIKO  
CONSEILS  
GROUPE SCET

VILLE  
EN ŒUVRE  
GROUPE SCET

## **(Re)localiser la participation**



# Édito

## Le renouveau démocratique sera local

Notre société traverse une crise démocratique profonde. La défiance envers les institutions nationales s'installe, le désengagement (et le désenchantement) politique progresse, le sentiment d'inefficacité de l'État central s'ancre dans les esprits. Dans ce paysage troublé, une exception demeure : l'échelon local – la commune, et par extension l'intercommunalité, le bassin de vie. Plus des deux-tiers des Français déclarent faire davantage confiance à leurs élus locaux qu'au gouvernement pour répondre à leurs besoins du quotidien. Cette confiance, précieuse, place nos territoires au cœur d'une responsabilité historique.

Pour autant, il ne s'agit ni d'un blanc-seing, ni d'un refuge confortable. Pendant longtemps, démocratie représentative et démocratie participative ont été perçues (voire appliquées) comme concurrentes, voire antagonistes. L'une incarnerait la légitimité du suffrage, l'autre la vitalité citoyenne. Cette opposition n'a pas lieu d'être. La participation ne vient pas contre la représentation ; elle vient avec elle, pour la renforcer, l'éclairer, parfois la bousculer, toujours la légitimer.

Dans un contexte de verticalisation croissante de la décision publique et de crise de la représentation, l'échelon local apparaît comme un îlot d'espérance démocratique. Il constitue un laboratoire où la fabrique de la décision redevient perceptible, accessible, discutable. Le local est l'échelle de référence – au sens plein du terme – celle à laquelle les habitants se rattachent lorsqu'ils cherchent des réponses concrètes, tangibles, incarnées. Et cela même alors que les moyens des collectivités se resserrent et que les contraintes budgétaires s'intensifient.

Ce livre blanc défend un postulat clair : le renouveau démocratique viendra des territoires et de celles et ceux qui les font vivre. Élus, agents, associations, collectifs informels, habitants, usagers – toutes et tous concourent à la vitalité démocratique locale. Redonner souffle à notre démocratie suppose de replacer l'échelon territorial au cœur des leviers de participation et de la fabrique décisionnelle.

À l'heure où de nouvelles équipes municipales s'installent et où les exécutifs intercommunaux se constituent, l'exigence est forte. Nos territoires doivent devenir des espaces démocratiques exigeants et protecteurs : non pas des lieux où le consensus serait recherché à tout prix, mais des cadres où la controverse peut s'exprimer sans fracturer, où la pluralité des points de vue nourrit la décision. Ne nous enfermons pas non plus dans des

dispositifs trop technicisés ou excessivement professionnalisés. La participation ne doit pas être le terrain de jeu exclusif de publics experts ; elle doit rester le reflet des forces vives locales, s'appuyer sur les réseaux associatifs, municipaux ou informels déjà à l'œuvre, et s'adapter aux ressources humaines et financières réellement disponibles.

L'adaptabilité est la clé. Concevoir des démarches participatives solides suppose d'en comprendre les spécificités, d'accepter l'expérimentation, la controverse, d'ajuster les méthodes sans renoncer à l'ambition. Dans un monde traversé par les conflits, les replis identitaires et les reculs des droits fondamentaux, maintenir une démocratie inclusive et vivante est un acte volontariste. La participation citoyenne n'est plus un supplément d'âme ; elle est une nécessité démocratique.

Les défis qui attendent nos territoires – adaptation aux effets du dérèglement climatique, crise du logement, recomposition des services publics, retrait progressif de l'État – exigent des décisions robustes, partagées, comprises. Aucune transformation durable ne pourra s'imposer sans appropriation de ces sujets. Et l'appropriation de ces sujets ne pourra naître sans dialogue structuré.

Pour autant, le local ne peut agir en vase clos. Le renouveau démocratique part des territoires, mais il doit dialoguer avec les échelons régionaux, nationaux et européens. Il s'agit de relier les niveaux, d'articuler les initiatives, de faire remonter les innovations issues du terrain afin qu'elles irriguent l'ensemble du système démocratique.

Créer une véritable culture de la participation demeure l'enjeu central. Elle ne se décrète pas ; elle se construit. Elle suppose une coopération étroite entre tous les acteurs impliqués, une formation adaptée, une acculturation progressive. Aux élus et agents revient un rôle particulier : pratiquer et rendre visible une gouvernance partagée, assumer la transparence des arbitrages, expliquer les contraintes, reconnaître les désaccords. En incarnant cette exigence, les élus et leurs agents diffusent les conditions d'une démocratie plus mature.

Le renouveau démocratique sera local, non par repli, mais par ancrage. Parce que c'est à hauteur de territoire que la démocratie redevient concrète, incarnée, exigeante. Parce que c'est là que la confiance peut se transformer en engagement. Et parce que c'est là, enfin, que peut s'inventer une manière renouvelée de décider collectivement.

Kyvan Farzami



Sophie Laousse



# Sommaire

4

**Constats et enjeux : un délitement de la démocratie représentative au profit de la démocratie participative ?**

10

**« Oser la confiance » : le pari du local pour réparer la démocratie. Entretien avec Cécile SORNIN, présidente de Décider Ensemble**

12

**Défis et enjeux**

12

**Le (re)positionnement des acteurs publics locaux comme facilitateurs de la participation citoyenne**

13

**De l'importance d'un tiers (facilitateur, garant, assemblée collégiale, experts...)**

14

**Espace(s), échelle(s) et inclusion(s) : les fondements d'une participation ancrée dans le territoire**

17

**Une information claire, juste et appropriée**

18

**Tester pour mieux décider : expérimentation et participation**

19

**Le partage de la décision comme renouveau démocratique local**

Ce livre blanc est le fruit de lectures croisées, d'échanges avec des acteurs de la participation et de retours d'expériences issus de territoires dans lesquels nous intervenons. Nous tenons à ce titre à remercier chaleureusement :

- Décider Ensemble et sa présidente Cécile SORNIN (interview à lire pages 10-11) ;
- L'Institut Pour la Concertation et la Participation Citoyenne, association de professionnels de la participation avec laquelle nos équipes ont pu collaborer ;
- Les collectivités et maîtrises d'ouvrages partenaires qui ont accepté une mise en valeur de leurs retours d'expériences dans le cadre du présent livre blanc.

# Constats et enjeux : un délitement de la démocratie représentative au profit de la démocratie participative ?

**Une crise de la représentation et une défiance envers le politique historique est-elle inéluctable ?**

Notre société traverse un état de nervosité démocratique : c'est ce que révèle la nouvelle vague de l'enquête annuelle **Fractures françaises de 2025**<sup>1</sup>. Si les Français expriment un fort attachement à la démocratie, ils manifestent dans le même temps une **défiance record à l'égard de leurs dirigeants** et du fonctionnement des institutions politiques.

**58 %** des Français interrogés ont confiance en leur conseil municipal, alors que ce chiffre tombe à 17 % pour le gouvernement.

**60 %** des Français interrogés déclarent avoir confiance en leur maire, contre 18 % pour le président de la République actuel et 27 % pour le Premier ministre actuel.

Source : CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique 2026 : la confiance s'effondre en politique, la proximité fait figure de refuge*, février 2026 (réalisé par OpinionWay grâce à un partenariat avec le CESE, CMA-France, l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest (SNSPA), EDF, l'Institut de l'Entreprise, Intériale Mutuelle, l'Université Guido Carli-LUISS à Rome)

Le sentiment de défiance à l'égard du politique n'a cessé de se creuser depuis les années 1980. Plusieurs éléments de réponse sont avancés : affaiblissement des institutions et de la nation, communautarisme, mise en scène de la vie politique<sup>2</sup>, fossé creusé par la perception d'une verticalisation grandissante du pouvoir, par une professionnalisation et une fermeture du corps politique aux catégories plus modestes<sup>3</sup>. Dans *La démocratie représentative est-elle en crise*, Luc Rouban voit également une fracture sociale entre, d'un côté, catégories diplômées et aisées (adeptes d'un pouvoir plus vertical), et, de l'autre, catégories plus modestes, partisans d'un pouvoir plus horizontal (démocratie directe et référendums)<sup>4</sup>. Il précise d'ailleurs que : « Les élections de 2017 ont [certes] apporté un rajeunissement et une féminisation [de l'Assemblée nationale], mais celle-ci est sélective et élitiste. ». Une situation qui a contribué à faire progresser une demande



de démocratie directe en France et à pratiquer le référendum pour compenser les défauts de la démocratie représentative actuelle et cette défiance envers le personnel politique.

En 2018, le mouvement des gilets jaunes met en exergue ces sujets. En effet, outre les revendications d'ordre social, pour une plus juste rémunération du travail et une meilleure répartition des richesses, des demandes de réformes démocratiques ont peu à peu émergé au sein du mouvement, telles que le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC). En réponse, le président de la République a engagé un Grand Débat national en 2019.

<sup>1</sup> Le Monde, Fondation Jean Jaurès, CEVIPOF et Institut Montaigne, *Fractures Françaises – 13<sup>e</sup> édition*, octobre 2025

<sup>2</sup> Bougoux Daniel, *La crise de la représentation*, Éditions La Découverte, 2006

<sup>3</sup> Offerle Michel (dir.), *La profession politique, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Editions Belin, 1999

<sup>4</sup> Rouban Luc, *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, La Documentation Française, Collection Doc' en poche, 2018



Trois grandes demandes politiques émergent sur la question de la démocratie, dont deux en lien direct avec la participation du public, ici présentées : la première tient à dépasser le cadre des pratiques politiques de la V<sup>e</sup> République pour développer davantage la démocratie participative. Cette demande ne débouche cependant pas sur une remise en cause radicale de la démocratie représentative au profit d'une démocratie directe. La seconde est une demande de pédagogie et de lisibilité de l'action publique pouvant passer par des échanges sur internet ou un renforcement de la décentralisation<sup>5</sup>.

En réponse, le Gouvernement présente des projets de lois organiques et ordinaires pour un renouveau de la vie démocratique mi-2019. Elles portent notamment sur le Parlement (réduction du nombre de parlementaires, introduction de la proportionnelle pour l'élection des députés, limitation du cumul des mandats dans le temps), la

préservation de l'environnement, la participation citoyenne (avec l'extension du champ du référendum législatif et d'initiative partagé, la réforme du Conseil Economique Social et Environnemental), les collectivités territoriales (pour un droit à la différenciation entre collectivités locales, et la justice. Malgré ces tentatives de renouveau démocratique, qui resteront lettre morte, diverses lois ont tenté d'encadrer et d'institutionnaliser la participation citoyenne.

En 2025, **81 %** des personnes sondées estiment que le système démocratique fonctionne plutôt mal en France, et ont l'impression que leurs idées ne sont pas bien représentées. (+12 points par rapport à 2023).

Source : Le Monde, Fondation Jean Jaurès, CEVIPOF et Institut Montaigne, *Fractures Françaises – 13<sup>e</sup> édition*, octobre 2025 (réalisé par Ipsos bva et Cesi école d'ingénieurs)

<sup>5</sup> Rouban Luc, *Le grand débat national et la démocratie*, CEVIPOF, 2019

**Vers une clarification de la participation citoyenne pour un véritable renouveau démocratique ?**

Dans *Vers une clarification de la participation citoyenne en France*, Camélia Fimbou et Angélique Chassy<sup>6</sup> notent que « La participation citoyenne est vue comme le remède à tous les maux dans un contexte de crise démocratique et de la représentativité ainsi que l'abstention. Les citoyens peuvent participer à la vie démocratique sur le plan politique, collectif ou individuel au niveau national et local grâce à de nombreux dispositifs participatifs parmi lesquelles figurent les référendums nationaux et locaux, les consultations citoyennes, les mini-publics délibératifs (conventions citoyennes, conseils citoyens, jurys citoyens...), les comités de quartier ou encore les plateformes collaboratives... Toutefois, la démocratie représentative a encore bien souvent le dernier mot dans le processus décisionnel. Ceci souligne la manière dont le droit, ainsi que les élus, doivent évoluer, tant en matière de positionnement que de pratiques.

« Il est essentiel de définir clairement le rôle et la place du citoyen dans le processus décisionnel. Plus que des symboles et outils qui pour la plupart ne peuvent être initiés que par l'élu ou un organe délibérant, une reconnaissance constitutionnelle permettrait au cours des processus décisionnels de considérer l'expertise citoyenne.<sup>6</sup>

**Des listes participatives, pour de nouvelles dynamiques locales ?**

Au lendemain de la crise des gilets jaunes, et en pleine crise de la Covid-19, les élections municipales de 2020 ont laissé place à de nouvelles manières d'agir à l'échelle locale.

Si l'émergence de telles listes a déjà été observée en 2014 dans de petites communes, la typologie des collectivités se diversifie<sup>7</sup>. Dans son rapport *Prendre le pouvoir pour le partager. Expériences et apprentissages des communes participatives 2020-2026*, Elisabeth Dau, cofondatrice de Fréquence Commune, souligne la force de ces nouvelles équipes municipales, la « force de l'expérimentation », et les attentes des habitantes et habitants qui attendent « du maire et de son équipe qu'ils s'engagent à respecter le processus décisionnel collectif et à l'appliquer »<sup>8</sup>.

A l'inverse, Guillaume Gourgues et Alice Mazeaud constatent la fin d'un cycle de « dépolitisation » du participatif au profit d'une institutionnalisation voire instrumentalisation des dispositifs de participation<sup>9</sup>.

Face à ces constats, comment pouvons-nous penser ensemble à un renouveau démocratique dans un contexte de défiance, de crise de la représentation, des vocations, voire de l'engagement ? Face à un risque de retour en arrière et de balayage voire de rejet de la participation citoyenne, au nom de la simplification administrative par exemple<sup>10</sup>, comment pouvons-nous penser les conditions de la coopération ? Comment un territoire peut-il requestionner son cadre d'intervention et de décision ?



Pour en savoir + sur « les listes citoyennes et participatives : un mandat aux habitants », rendez-vous sur le n°445 de la revue *Urbanisme* !

**600**

c'est le nombre de listes citoyennes et participatives (LCP) qui se sont présentées en 2020 (66 d'entre elles ont été élues)

<sup>6</sup> Fimbou Camélia et Chassy Angélique, *Vers une clarification de la participation citoyenne en France*, 2024  
<sup>7</sup> Romano Lucie, « Listes citoyennes et participatives : un mandat aux habitants », *Urbanisme* n°445, septembre / octobre 2025  
<sup>8</sup> Dau Elisabeth, Fache Cléa et Legras Léa, *Prendre le pouvoir pour le partager : expériences et apprentissages des communes participatives 2020 - 2026*, Fréquence Commune, la coopérative des communes participatives, mai 2025  
<sup>9</sup> Duverger Timothée (dir.), *Une autre commune est possible*, Le bord de l'eau, 2026  
<sup>10</sup> Mazeaud Alice et Guillaume Gourgues, « Fragiliser la CNDP, c'est renoncer à une participation citoyenne où les gouvernants ne sont pas les seuls à décider ce qui doit être débattu en démocratie », *Le Monde*, 21 décembre 2024

**Quelles ambitions et enjeux pour la participation citoyenne en 2026 ?**

Dans *Une autre commune est possible* : « la ville de demain sera coopérative ou ne sera pas », Guillaume Gourgues et Alice Mazeaud proposent quatre axes pour repolitiser la participation citoyenne municipale :

- 1 Penser des dispositifs ascendants, sortant de la logique d'offre ;
- 2 Agir pour rendre possible le débat public local au sens fort du terme, c'est-à-dire dans un cadre serein et sur la base d'éléments argumentés et constructifs ;
- 3 Mettre à l'agenda de la participation citoyenne l'épicentre du « pouvoir local » et des problèmes fondamentaux, autrement dit « sortir des postures paternalistes consistant à cantonner la participation à de petites questions : projets d'aménagements ciblés, animation de la ville » ;
- 4 Démocratiser les institutions locales dans leur ensemble.

Ces éléments, qui peuvent également dépasser l'échelon municipal selon nous, rejoignent pour partie les trois axes issus du chantier « Ambitions et défis pour la participation citoyenne pour 2026 [et après] » porté par l'Institut de la Concertation et Participation Citoyenne.



## Élus, agents de proximité, acteurs locaux : maillons centraux d'une démocratie locale à (ré)inventer

Dans un contexte marqué par une verticalisation croissante des décisions, les élus locaux, les agents de proximité et les acteurs de terrain demeurent les clés de voûte de la démocratie locale. Leur légitimité et leur positionnement face aux enjeux de participation citoyenne sont aujourd'hui au cœur des débats. Faire vivre la démocratie participative exige d'abord de **se former, d'apprendre à accueillir la parole des habitants et d'accepter de redéfinir les règles du jeu collectif**. Il s'agit d'impulser une dynamique citoyenne authentique, sans pour autant la figer dans un cadre institutionnel trop rigide. Après des décennies de structuration institutionnelle de la participation, l'heure est désormais venue pour un soutien aux processus plus émergents, dans le monde rural, au sein des quartiers prioritaires, à travers des collectifs ou au sein d'espaces auto-organisés. Cela implique un repositionnement profond des élus et des institutions – non plus comme décideurs exclusifs,

mais **comme accompagnateurs des initiatives citoyennes**, en s'appuyant sur le savoir-faire du tissu associatif et autres acteurs de terrain.

Dans son plaidoyer, l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne souligne que les praticiens de la participation font aujourd'hui face à **des interpellations fortes** et à **des formes d'expression de plus en plus revendicatrices, moins institutionnalisées**, chose que nous constatons également sur les territoires que nous accompagnons. **Mieux accueillir les conflits et la controverse**, les **respecter et apprendre à les traverser collectivement** est devenu une compétence centrale. Reste encore à lever les nombreux freins institutionnels qui empêchent la participation d'être reconnue comme levier de construction de politiques publiques plus efficaces et comme vecteur de transformation démocratique.

## Une participation réellement inclusive : en finir avec la surreprésentation (et un trop grand « expertise ») des instances participatives

L'un des défis les plus persistants de la démocratie participative est celui de l'inclusivité. Les espaces de participation tendent à reproduire les inégalités sociales qu'ils prétendent dépasser, surreprésentant certains publics au détriment de ceux – souvent les plus précaires ou les plus marginalisés – qui aspirent pourtant à davantage de pouvoir, d'impact sur les décisions, voire à un réel contrôle des élus.

Repenser ces espaces pour qu'ils reflètent la diversité des réalités locales suppose de mettre en place des processus transparents sur la manière dont les décisions sont prises, et d'ouvrir concrètement les espaces de délibération à toutes et tous. Aujourd'hui, les outils existent : tirage au sort, démarches d'« aller vers », facilitation adaptée, etc. Encore faut-il les mobiliser à bon escient et avec cohérence.

L'enjeu est de créer **des espaces politiques de discussion sécurisants, inclusifs et respectueux**, permettant à chacun de se saisir des enjeux, de monter en compétences et de contribuer

pleinement aux décisions qui les concernent. Garantir l'engagement durable des participants implique également de prendre soin des personnes, d'accompagner leur montée en capacité et de valoriser leurs contributions.



## Transitions écologique et démocratique : une participation au service des transformations durables

Notre démocratie, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, peine à répondre aux défis de l'inclusion, de la solidarité et de la transition environnementale. Cette inadéquation nourrit une perte de confiance profonde dans la capacité du système démocratique à faire face aux enjeux de notre temps.

La participation citoyenne ne peut se contenter d'être un simple outil consultatif ou une vitrine démocratique : elle doit être **efficace**, avoir **un impact réel sur les décisions**, et **contribuer à l'élaboration de réponses concrètes aux**

**transformations en cours**. En cela, elle est aussi une condition pour que les citoyens ne subissent plus les effets des transitions, mais en deviennent des acteurs. Cela suppose de favoriser une **démocratie d'interpellation**, capable d'assurer un suivi continu des demandes et revendications citoyennes, et d'ouvrir des dispositifs permettant leur prise en compte effective dans les politiques publiques. **La participation, envisagée comme levier de transformation durable, a vocation à redonner du sens à l'engagement collectif dans un monde en mutation.**



# « Oser la confiance » : le pari du local pour réparer la démocratie



Entretien avec **Cécile Sornin**, présidente de Décider Ensemble



Ancienne adjointe à la démocratie participative à la mairie de Mulhouse, présidente du think tank Décider Ensemble et candidate aux élections municipales de Mulhouse à la tête d'une liste citoyenne à l'heure où nous réalisons cet entretien, Cécile Sornin nous livre sa perception de l'état de la démocratie participative. Dans un climat de crise démocratique, elle défend avec conviction que le renouveau viendra des territoires, à condition d'en accepter les exigences et la conflictualité.

Propos recueillis et synthétisés par Kyvan Farzami

## Quel regard portez-vous sur l'état actuel de la démocratie locale ?

Bien que d'habitude optimiste, je suis inquiète. Je cite volontiers Alain : « *le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté.* ». J'observe une certaine forme de désengagement chez les plus fragiles qui se disent « *je ne parle pas vraiment bien français* » ou « *je n'ai pas fait d'études sur ce sujet...* », qui ne s'autorisent pas à avoir une opinion, et d'autres qui estiment que de toute façon « *ils font n'importe quoi* », « *les politiques sont tous les mêmes* » et se désengagent. Et puis il y a les extrêmes, qui expliquent que le monde va très mal et que la solution est dans leur camp. Ce désintérêt est amplifié par des médias qui donnent trop souvent la parole à ceux qui font du buzz et oblitérent la parole de tous ceux qui font vivre le tissu associatif et citoyen.

## Et pourtant une majorité de Français affirment faire davantage confiance à leurs élus locaux. Comment expliquer ce paradoxe ?

L'élu local est celui qu'on voit agir. On peut ne pas être d'accord avec lui, mais on le voit faire des choses. C'est celui dont on lit le journal municipal, celui qui communique sur les réseaux sociaux, et dont les équipes sont accessibles si l'on a un problème. À l'inverse, la défiance est plus grande vis-à-vis des élus aux mandats nationaux, moins en proximité avec les territoires du quotidien et leurs problématiques.

Je pense également que de récentes expériences nationales telles que la Convention citoyenne pour le climat ont pu alimenter cette défiance : magnifique dispositif, mais des règles du jeu initiales qui n'ont pas été respectées à la fin. À cette échelle et avec une importante couverture médiatique, ceci décrédibilise les schémas de participation.

**« Si le creux de la vague est derrière nous, c'est parce que les jeunes recréent des associations, des initiatives. Ce n'est pas encore de la politique, mais c'est déjà de l'engagement. »**

Néanmoins, il reste de l'espoir au sein des territoires ; j'ai l'impression que nous sommes au creux de la vague. J'observe par exemple un engagement grandissant chez les jeunes pour faire vivre et animer nos territoires, un nombre grandissant de listes en vue des municipales : il y a une véritable envie de faire, les initiatives se multiplient.

## Pourquoi l'échelon local vous semble-t-il l'espace privilégié pour réparer la démocratie ?

Tout tient en deux mots : proximité et confiance. C'est ce que recherchent les citoyens à leur échelle qui se disent : « l'élu.e est venu.e, a répondu, je peux lui écrire. ». La confiance ne veut pas dire qu'on est d'accord sur tout. Ça veut dire qu'on a le courage de se parler, de se regarder dans les yeux, de se dire les choses qu'on a sur le cœur. C'est l'échelon où l'on se touche, l'échelon humain.

## Le numérique change-t-il la donne ?

C'est un formidable outil, mais ce n'est pas la solution à tout. À Mulhouse, nous avons lancé une plateforme numérique dès 2015. Dans la pratique, on a atteint un équilibre d'environ deux tiers de participation numérique, un tiers en présentiel — parce qu'il y a des gens qu'on ne touchera jamais par l'écran. Le numérique peut être une mémoire de ce qui se fait sur le terrain, un canal de consultation, un outil de vote pour les budgets participatifs. Mais pour un atelier sur un projet urbain, pour recréer du lien réel, ce qui est le plus facile, c'est d'être sur le terrain, en allant vers les publics. Ce sont des outils complémentaires, pas substituables.

## Quelles sont les conditions indispensables à une démarche participative réussie ?

La première, c'est la clarté des règles du jeu dès le départ : dire clairement ce qui est ouvert à la discussion et ce qui ne l'est pas. Non par mauvaise volonté, mais parce que des contraintes techniques ou financières s'imposent. La deuxième, c'est l'articulation entre démocratie participative et démocratie représentative. Je suis une adepte de la codécision, mais la concertation doit permettre à la démocratie représentative de trancher — en ayant conscience des apports du processus. On n'a rien à gagner à opposer le pouvoir de l'habitant à celui de l'élu. La troisième, c'est l'état d'esprit : le décalage entre le dire et le faire est ce qui épuise les gens.

## À l'inverse, quels sont les principaux écueils ?

La concertation alibi, d'abord. Les habitants ne sont pas dupes : si vous lancez une consultation en sachant déjà ce que vous voulez, la confiance sera rompue. Ensuite, la sur-professionnalisation : à force de vouloir faire des dispositifs parfaits, on prive la participation de sa dimension artisanale, de son droit à l'erreur. Un élu doit pouvoir revenir devant les habitants pour dire : « on s'est trompé. » Ce courage politique est la marque d'une vraie culture démocratique. Enfin, le calendrier électoral est souvent un mauvais guide. À Mulhouse, des pistes cyclables ont été déployées à marche forcée, sans accompagnement au changement : le projet n'était pas mauvais, mais il a généré des polémiques parce qu'on lui a imposé un calendrier politique, en l'occurrence les élections municipales.

## La participation est-elle réellement inclusive aujourd'hui ?

On renverse souvent la question. Les habitants des quartiers prioritaires sont parfois sur-sollicités depuis la loi Lamy — certaines études montrent qu'ils participent davantage que dans d'autres quartiers. Ce sont parfois les quartiers aisés qui sont structurellement éloignés : les gens y paient leurs impôts, ont voté, et considèrent que « c'est le job de l'élu ». Pour les publics vraiment éloignés, il faut lever les freins concrets : payer le billet de bus, proposer une garde d'enfants, offrir un café. Ce n'est pas soudoyer un habitant, c'est respecter les conditions réelles de sa participation. Et dans le monde rural, les taux de participation me surprennent positivement : on bricole, mais on propose quelque chose d'authentique à des publics sous-sollicités.

**« Il faut redonner des lettres de noblesse à la participation à partir de la chambre locale, en faisant confiance aux territoires pour expérimenter, se tromper et progresser. »**

## Les institutions sont-elles prêtes à accepter la conflictualité issue de la participation ?

Pas encore, et c'est bien regrettable. Elles privilégient un consensus mou qui, finalement, décrédibilise la démarche. Mon pire ennemi en participation, c'est le canapé — la personne qu'on ne peut pas toucher. À l'inverse, celle qui n'est pas contente mais qui se déplace ou s'exprime est une opportunité de dialogue. « Débattre », étymologiquement, c'est justement éviter de se battre ; nous l'avons oublié, et c'est l'essence d'une vraie démocratie.

## La relocalisation de la participation est-elle une solution à la crise démocratique ?

Elle est une condition nécessaire, mais insuffisante. On ne peut pas faire l'économie de l'échelon local — c'est l'échelon de l'humanisme, de la proximité. Mais se mentir en pensant qu'au local on résoudra tous les problèmes, non. La France reste un pays très centralisé : la loi NOTRe, la suppression de la taxe d'habitation ont peut-être même renforcé la dépendance des collectivités envers l'État central. Ce n'est pas pour plaider la décentralisation à tout prix — il y a des décisions qui doivent être prises au niveau national. Mais il faut redonner des lettres de noblesse à la participation à partir de la chambre locale, en faisant confiance aux territoires pour expérimenter, se tromper et progresser.

# Défis et enjeux

## Le (re)positionnement des acteurs publics locaux comme facilitateurs de la participation citoyenne

L'élu occupe une position centrale dans la dynamique participative d'un territoire. Coordinateur des processus de concertation, il impulse les démarches et en facilite les échanges, contribuant ainsi à renouer le lien de confiance entre les habitants et leurs représentants, tout en enrichissant la fabrique décisionnelle locale. L'agent territorial, par son ancrage opérationnel, joue un rôle tout aussi déterminant dans la mise en œuvre de ces démarches.

Ce positionnement ne s'improvise pas. Il suppose une formation structurée et une véritable acculturation aux techniques d'animation participative, ainsi qu'une compréhension approfondie de la valeur ajoutée que ces démarches apportent aux processus de décision publique. Comme le souligne Loïc Blondiaux :

« Faire une place à la délibération et à la concertation avec les habitants dans la politique locale oblige à concevoir sur un nouveau mode l'action publique. »<sup>1</sup>

Plutôt que de transposer un modèle standardisé de concertation, il s'agit de doter les acteurs de terrain d'une boîte à outils adaptable ; des clés de compréhension leur permettant de construire des démarches participatives sur mesure, en cohérence avec les projets portés et les spécificités de chaque territoire.



## RETOUR D'EXPÉRIENCE

### Une formation-action pour accompagner la ville d'Aurillac dans une démarche participative et de soutien à l'émergence de projets citoyens



La municipalité d'Aurillac a souhaité associer les habitants et usagers du territoire dans l'élaboration des grands projets de la commune. Afin de pouvoir mener à bien ce projet, nous avons accompagné et formé les élus et agents de la collectivité sur les différents temps forts de cette **consultation citoyenne** :

- **Montée en compétences** : trois jours de formation théorique et pratique pour savoir conduire des démarches participatives, mais également se mettre en situation sur différents types de projets ;
- **Appui méthodologique** : définition de la méthodologie d'animation adaptée pour la consultation citoyenne ;
- **Coaching** des élus et agents en vue de l'animation des rencontres participatives.

<sup>1</sup> Loïc Blondiaux, « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements* n°18, novembre-décembre 2001

## De l'importance d'un tiers (facilitateur, garant, assemblée collégiale, experts...)

### La figure du tiers facilitateur et du tiers garant

La figure du **tiers facilitateur** vise à **structurer les processus de concertation** en réduisant les asymétries en matière d'information et les déséquilibres entre les capacités d'expression des participants<sup>2</sup>. En tant que chef d'orchestre, le facilitateur s'attache à structurer le dialogue et se montrer soucieux du respect des principes de l'intelligence collective ou de la Charte de la participation du public. Un garant, ou tiers garant, est une personne qui a la charge de **s'assurer que la concertation se déroule dans des conditions suffisantes** pour que s'établisse un climat de confiance, que les désaccords puissent s'exprimer et que des accords puissent être recherchés. Dans le domaine de la concertation, et notamment du fait d'incitations législatives, le recours à des garants s'est diffusé et structuré, voire institutionnalisé en France depuis les dix dernières années. La Commission Nationale du Débat Public (CNDP), a ainsi constitué un réseau de garants de la concertation, jugés plus neutres et ne disposant d'aucun lien de subordination.

### FOCUS

#### Les 4 grands articles de la Charte de participation du public

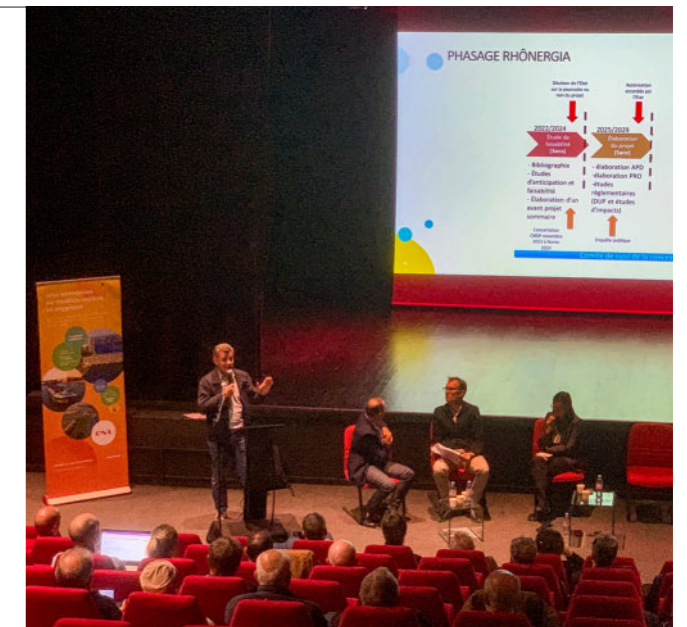
- 1 La participation du public nécessite un cadre clair et partagé, et par conséquent d'agir avec transparence
- 2 La participation du public nécessite un esprit constructif
- 3 La participation du public recherche et facilite la mobilisation de toutes et tous (inclusion, diversité, égalité, équivalence de traitement)
- 4 La participation du public encourage le pouvoir d'initiative du citoyen

### Être garant qu'est-ce que ça implique ?



Le rôle des garants est de :

- Garantir les procédures de concertation, c'est-à-dire assurer le droit à l'information et le droit à la participation prévus par le code de l'environnement ;
- Veiller à la qualité, la sincérité et l'intelligibilité des informations diffusées au public ainsi qu'au bon déroulement de la concertation préalable et à la possibilité pour le public de formuler des questions et de donner son avis ;
- Garantir la qualité du dispositif participatif au nom de la CNDP et dans le respect de ses principes en prescrivant de manière plus ou moins contraignante les modalités de participation du public.



### FOCUS

#### La Convention citoyenne local climat d'Est Ensemble et son Plan Local de Mobilités

Pendant près de 5 mois, 100 citoyens se sont retrouvés pour travailler ensemble et répondre collectivement à un mandat clair : « Établir une série de mesures concrètes pour lutter contre le dérèglement climatique dans le respect de la justice sociale et environnementale, en prenant en compte la biodiversité, dans les champs de compétence d'Est Ensemble et de ses villes ». À l'issue de leurs travaux, les citoyens ont constitué une charte de la convention citoyenne pour le climat et la biodiversité d'Est Ensemble, remise et présentée officiellement aux élus. Cette démarche a été suivie de près par une garante missionnée afin de veiller à une démarche d'information et de participation claire, transparente et sincère.

<sup>2</sup> Romano Lolanda, « Facilitation » in I. Casillo, R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud, J.-M. Fourniau, R. Lefebvre, C. Neveu, & D. Salles (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation*, DicoPart, 2013

## Espace(s), échelle(s) et inclusion(s) : les fondements d'une participation ancrée dans le territoire

### L'espace comme point de départ : partir du territoire tel qu'il est

Un territoire ne se résume pas à un périmètre administratif. Il se définit avant tout par les femmes et les hommes qui l'habitent, les paysages qui le composent, les activités économiques qui le structurent et les modes de vie qui forgent son identité. C'est précisément de cette réalité vivante que doivent émerger les démarches participatives.

Trop souvent, la tentation est grande d'imposer des méthodologies standardisées, élaborées en dehors du contexte local et plaquées sur des réalités qui leur sont étrangères. Le levier réside au contraire dans la capacité à faire confiance aux initiatives ascendantes, portées par la société civile et soutenues – sans être captées – par les exécutifs locaux. Cela implique également de repenser le rôle de l' élu : non pas de le déposséder de ses responsabilités, mais de l'inviter à endosser une posture d'accompagnateur, à l'écoute des dynamiques de terrain et garant de leur traduction dans l'action publique.

### L'échelle comme levier : trouver le bon niveau pour faire territoire commun

Le quartier et la commune constituent des échelles naturelles d'identification pour les habitants. Elles sont perceptibles, tangibles, propices à l'engagement. Mais elles ne peuvent fonctionner en vase clos. La pertinence d'une démarche participative tient aussi à sa capacité à s'articuler avec les compétences intercommunales et le cadre législatif plus large dans lequel elle s'inscrit.

L'enjeu est de trouver la bonne échelle – celle qui correspond aux usages et aux besoins réels – pour permettre à chacun de se sentir partie prenante d'un destin commun. À cet égard, l'articulation entre le voisinage, le quartier, la commune et le bassin de vie constitue une grille de lecture précieuse pour appréhender les implications citoyennes dans les transformations environnementales et sociétales qui nous concernent tous.

### L'inclusion comme exigence : élargir le cercle de la participation

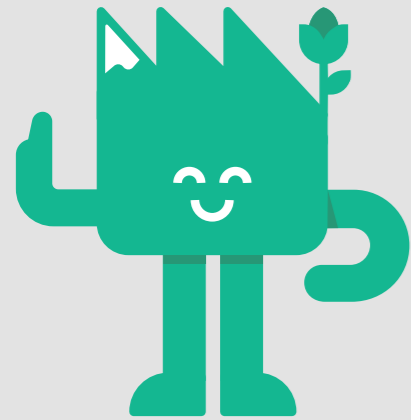
Qui n'a jamais observé, au fil des réunions publiques, ce que l'on pourrait appeler le syndrome du « *Toujours Les Mêmes* » ? Ce profil récurrent – souvent masculin, retraité, relativement instruit et prompt à faire valoir ses préoccupations dès qu'un projet touche à son cadre de vie – n'est en rien représentatif de la diversité des habitants. Où sont les femmes, les familles, les jeunes, les personnes en situation de précarité ou de vulnérabilité, dans les circuits de la participation citoyenne ? Pendant trop longtemps, des dispositifs pourtant conçus avec de bonnes intentions ont favorisé l'émergence d'une forme de « *caste participative* », gravitant autour des sphères du pouvoir local sans véritablement le questionner. Il est temps de démocratiser – au sens premier et noble du terme – les outils de la participation. Cela suppose de diversifier les formats, de les rendre accessibles et visibles pour tous, et d'organiser leur complémentarité : d'un côté, des dispositifs ouverts permettant l'expression du plus grand nombre ; de l'autre, des espaces mobilisant des publics experts, dont l'apport reste indispensable à la qualité des décisions.

## RETOUR D'EXPÉRIENCE

### Investir l'espace public pour aller à la rencontre des Guadeloupéens dans le cadre de la révision du Schéma d'Aménagement Régional

« Avez-vous entendu parler du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) ? » Pour beaucoup de personnes rencontrées, il s'agit d'un document lointain. Mais au fur et à mesure des échanges, les langues se délient pour évoquer des réalités très locales : isolement des séniors, problématiques de mobilités, structuration de filières économiques d'avenir... ce ne sont pas moins de 300 personnes qui ont été rencontrées dans le cadre d'une douzaine de stands organisés en différents points de l'archipel guadeloupéen et rattachés à des événements locaux (pour beaucoup des marchés) dans le cadre de la phase de diagnostic du Schéma d'Aménagement Régional. L'objectif ? À partir de thématiques du quotidien, challenger le diagnostic du SAR en cours afin de lui apporter une vision incarnée et de terrain. Au-delà des habitants, une action de ce type permet de cibler des usagers réguliers (actifs, scolaires...) et ponctuels (touristes...) tout en s'inscrivant en complémentarité d'actions participatives intramuros de travail (ateliers) visant à affiner les enjeux issus du diagnostic.





**Une information claire, juste et appropriée**

**Les écueils trop longtemps existants de l'information participative**

Les démarches participatives ont longtemps souffert de défaillances structurelles en matière d'information et de pédagogie. Parmi les critiques les plus récurrentes : un langage trop technique, inadapté à un public non expert ; des contenus orientés, davantage conçus pour favoriser l'acceptabilité d'un projet que pour éclairer de manière sincère les participants – ce qui correspond, dans l'échelle de participation de Sherry Arnstein, au degré le plus bas de l'implication citoyenne (l'information partielle voire la manipulation). S'y ajoutent des temporalités souvent trop contraintes pour permettre une appropriation réelle des enjeux, ainsi qu'une information discontinuée, diffusée par intermittence, qui peine à construire une compréhension et une appropriation durables.

**La communication participative à l'ère du numérique : entre surinformation et désinformation**

L'avènement des réseaux sociaux a profondément reconfiguré le rapport à l'information. La capacité offerte à chacun de produire et de diffuser instantanément un contenu transforme l'espace numérique en un terrain d'affrontement où des groupes aux intérêts divergents s'opposent avec une intensité croissante. Ce phénomène de surinformation génère une difficulté majeure : distinguer le vrai du faux, évaluer la fiabilité des sources, hiérarchiser les données pertinentes. Loin d'être anecdotique, cette réalité peut considérablement fragiliser la qualité et la sincérité des démarches participatives.

**La qualité de l'information : un enjeu central à travailler collectivement**

Face à ces constats, la qualité de l'information – tant sur le fond que sur la forme – s'impose comme un chantier prioritaire. L'enjeu est de garantir à chaque participant un accès équitable à une information fiable, vérifiable et intelligible, lui permettant de construire son propre parcours de compréhension. Cela suppose de renforcer la vigilance informationnelle et de développer des outils adaptés, aussi bien du côté des maîtres d'ouvrage que des citoyens.

**RETOUR D'EXPÉRIENCE**

**Co-construire les usages et créer du lien**

À Chambéry, l'ancienne friche industrielle Vetrotex devient progressivement un lieu de vie agréable avec plus de 800 logements, des commerces et services, à seulement 10 minutes du centre-ville. Pendant la réalisation du projet et des chantiers, la concertation ne s'est pas arrêtée, grâce à l'action volontaire de la SPL Chambéry 2040 et des acteurs locaux. Faire participer l'ensemble des publics, depuis les enfants jusqu'aux seniors est au cœur de la démarche avec des actions in situ et une large communication pour décrypter et se projeter. Ici, la participation des publics prend des formes diverses : évaluer et améliorer les futurs espaces publics et mobiliers, faire découvrir l'aménagement et l'architecture avec un autre regard. Une communication globale accompagne toute la démarche au plus près du projet urbain et des publics : mascotte du projet, lettres d'information avec interview d'acteurs, totem in situ d'information, guide mode d'emploi du quartier ou encore dépliant dédié à la nature en ville.

**L'exigence d'un travail éditorial et de vulgarisation**

La dimension éditoriale des démarches participatives est souvent sous-estimée. Pourtant, le nommage des projets (*naming*), l'univers graphique déployé et le champ lexical mobilisé jouent un rôle déterminant dans la manière dont l'information est reçue et appropriée par le grand public, qui constitue le premier destinataire de ces communications.

La vulgarisation ne se réduit pas à simplifier : elle implique de traduire des enjeux complexes en contenus accessibles et engageants. Elle peut prendre de multiples formes – schémas explicatifs, *motion designs* pédagogiques, publications sur les réseaux sociaux, ateliers ludiques – pour toucher des publics variés avec les codes qui leur sont familiers.

Sur le plan graphique, le recours à des pictogrammes pour représenter des notions abstraites se révèle particulièrement efficace. Plus largement, une approche figurative et concrète est généralement préférée à l'abstraction ou à l'évocation, car elle offre des points d'ancrage visuels plus accessibles pour un public non averti.

**L'expérience de terrain : donner corps aux enjeux in situ**

L'information et la sensibilisation ne passent pas uniquement par des supports écrits ou numériques. La démonstration terrain, en immergeant directement les participants dans les réalités d'un territoire, constitue un levier puissant pour rendre compte, de manière vivante et inclusive, des enjeux locaux. Ainsi, les observations, balades urbaines, déambulations constituent des leviers pour mieux communiquer et sensibiliser autour d'enjeux plurithématiques.



## Tester pour mieux décider : expérimentation et participation

### De la participation déclarative à la participation vécue

La participation citoyenne et, plus largement, la fabrique collective de la décision, ne sauraient se limiter aux seuls espaces d'expression. Le fait d'enrichir un diagnostic et d'affiner des orientations à l'aune des regards croisés de publics et d'acteurs variés, apporte indéniablement une dimension concrète aux projets. Mais cette contribution, aussi précieuse soit-elle, demeure en grande partie déclarative et théorique : la mise en œuvre effective d'orientations, de principes d'aménagement ou d'actions opérationnelles peut, en dépit de la meilleure volonté et de la richesse des expertises d'usage recueillies, se heurter à la réalité – parfois imprévisible – des usages présents et futurs. C'est précisément là qu'intervient l'expérimentation. Au-delà de la simple captation d'expertises d'usage, elle ouvre un droit à l'erreur assumé et à la controverse productive, dans une exigence toujours plus grande de pertinence et d'adéquation des projets aux quotidiens de celles et ceux qui vivent et pratiquent les territoires.

### L'expérimentation comme outil de coproduction de connaissances

L'expérimentation représente une opportunité singulière : celle de faire basculer la participation du registre du *dire* vers celui du *faire* et du *vivre*. En transformant l'usager en véritable coproducteur de connaissances sur la ville – qu'il s'agisse d'aménagements, de services ou de nouveaux usages – elle ancre la participation dans le réel et en fait un levier direct d'aide à la décision.

Délimitée dans le temps et dans l'espace, l'expérimentation permet de produire des données qualitatives précieuses pour ajuster, affiner ou repenser les projets urbains avant leur consolidation. Elle constitue en ce sens une forme de participation évaluative, à condition toutefois de ne pas se

limiter à ses seuls aspects techniques : une véritable exigence doit être placée dans les modalités d'appropriation et d'évaluation du dispositif.

### Une évaluation chronotopique et multi-modale

Cette participation évaluative gagne à être pensée de manière chronotopique – c'est-à-dire différenciée selon les lieux et les temporalités d'usage – et à combiner des approches complémentaires :

- **Des observations et évaluations in situ** : stands de recueil, observations, actions festives ou événementielles permettant de capter les usages dans leur spontanéité et leur diversité ;
- **Des modalités distancielles** : questionnaires, grilles d'évaluation, carnets de retour d'expérience, offrant une lecture plus structurée et reproductible dans le temps.

Cette combinaison de méthodes permet d'appréhender les usages dans leur complexité, en tenant compte des variations de fréquentation, des profils d'utilisateurs et des évolutions saisonnières ou horaires.

### L'agilité comme condition de réussite

Pour être pleinement efficace, l'expérimentation doit être agile. Son droit à l'erreur n'est pas un aveu de faiblesse, mais une posture méthodologique : elle suppose la capacité à intégrer les retours d'évaluation en cours de route, à ajuster les configurations d'un aménagement ou d'un service, et à tester successivement différentes hypothèses jusqu'à trouver les solutions les mieux adaptées aux usages réels.

En ce sens, l'expérimentation urbaine participative s'apparente à une démarche itérative – proche des méthodes de *design thinking* appliquées à la fabrique de la ville – où chaque cycle d'observation et d'ajustement rapproche le projet de sa version la plus aboutie et la plus appropriée par ses usagers.

## RETOUR D'EXPÉRIENCE

### L'expérimentation urbaine pour préfigurer des aménagements paysagers – le cas du Grand Chemin au Pré-Saint-Gervais

Piloté par Est Ensemble, en étroite collaboration avec l'ensemble des communes membres, Le Grand Chemin vise à créer une boucle paysagée et renaturée au sein du territoire d'Est Ensemble, favorisant la renaturation de la ville et la pratique de modes actifs, tout en proposant des espaces propices au lien social, aux activités sportives et culturelles. Préalablement à l'aménagement définitif d'un axe au Pré-Saint-Gervais, Est Ensemble et la Ville ont décidé, en plus des actions de concertation (ateliers, stands, réunions publiques), de mettre en place une démarche d'expérimentation de neuf mois : à l'aide de mobiliers et d'aménagements provisoires, de restrictions temporaires de la circulation et d'une évaluation continue et participative ciblant l'ensemble des publics concernés (observations, stands dans l'espace public, outils de comptage ciblant riverains et usagers dont enfants), le scénario d'aménagement préférentiel est testé et ajusté en amont de l'aménagement définitif de l'axe.



## Le partage de la décision comme renouveau démocratique local

Le partage de la décision constitue aujourd'hui une piste majeure pour renouveler la démocratie locale. Face à la défiance envers les institutions et le politique, il s'agit d'ouvrir davantage les processus de décision aux citoyens, aux associations et aux acteurs du territoire. Cette évolution conduit à une **hybridation démocratique**, où les mécanismes de la démocratie représentative se combinent avec des formes participatives et délibératives. Les territoires deviennent alors de véritables **laboratoires démocratiques**, capables d'expérimenter de nouvelles manières de décider collectivement. Conseil des usagers, jurys citoyens, conventions locales ou assemblées tirées au sort sont autant d'exemples qui illustrent cette dynamique d'innovation institutionnelle. Ces dispositifs permettent de tester, à une échelle plus proche des habitants, des pratiques qui pourraient ensuite inspirer d'autres collectivités. Ils redonnent un nouveau souffle à la participation et permettent d'atteindre des degrés plus élevés de participation.

Le niveau local offre en effet un cadre privilégié pour l'expérimentation, car il facilite la proximité, le dialogue et l'adaptation aux réalités sociales. En transformant les espaces locaux en **lieux d'apprentissage démocratique**, ces démarches contribuent à réinventer les relations entre élus et citoyens. Elles encouragent la co-construction des politiques publiques et renforcent le sentiment d'appartenance au territoire. Ainsi, le partage de la décision apparaît comme un levier essentiel pour faire des territoires des espaces d'innovation et de revitalisation démocratique.

## RETOUR D'EXPÉRIENCE

### La mise en place du comité des usagers de la nature – PNR du Doubs Horloger

Le Parc Naturel Régional du Doubs Horloger, du fait de sa création en 2021, est l'un des PNR les plus récents. Composé de 94 communes, il s'agit d'un territoire rural habité, reconnu pour son patrimoine naturel et culturel riche. Cependant, il repose sur un équilibre fragile qui peut être menacé par la multiplicité des usages des espaces naturels. Conscient de la nécessité de préserver cet équilibre, le PNR a souhaité mettre en place un Conseil des usagers de la nature, permettant de se faire rencontrer les différents acteurs qui font le territoire : élus, représentants de différents secteurs d'activités... Il s'agissait d'une volonté forte du PNR de croiser les expertises de chacun pour construire une vision partagée sur la gestion durable des espaces naturels, en commençant par des thématiques faisant l'objet de nombreuses sollicitations de la part des usagers comme la gestion et l'entretien des sentiers. En apportant une nouvelle dimension participative, ce Conseil a aussi vocation à enrichir le travail mené par les autres commissions du Parc, dont celle des

L'échelle de la participation de Sherry Arnstein



# De l'idée neuve à l'action, s'engager ensemble pour ceux qui transforment les territoires



La **Groupe SCET, acteur d'intérêt général et filiale à 100 % de la Caisse des Dépôts** accompagne les initiatives locales publiques et privées sur les nouveaux enjeux des territoires, des équipements et leurs transitions.

À travers ses quatre entités, la **SCET** (conseil aux collectivités et appui à l'économie mixte à travers son Réseau de 350 EPL), **CITADIA** (conseil en urbanisme et aménagement), **Ville en Œuvre** (conseil & ingénierie de projets), **Aatiko** (conseil aux bailleurs sociaux), **le Groupe SCET constitue le seul acteur intégré de conseil et d'appui au développement des territoires.**

## VOS CONTACTS

Sophie Laousse  
Directrice du Pôle Politiques  
Publiques, Concertation,  
Transition Ecologique et  
Environnementale  
✉ [sophie.laousse@scet.fr](mailto:sophie.laousse@scet.fr)

Emmanuelle Gallot-  
Delamézière  
Senior manager

Kyvan Farzami  
Directeur d'études  
✉ [kfarzami@citadia.com](mailto:kfarzami@citadia.com)

Ce livre blanc a été rédigé par **Clémence Binet, Marie Breton, Guillaume Dehédin, Kyvan Farzami, Sylvain Lafaye, David Monchanin, Audrey Van Hezel**

Remerciements à **Cécile Sornin (interview)** + remerciements à **l'Institut Pour la Concertation et la Participation Citoyenne, Décider Ensemble, Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, Parc Naturel Régional du Doubs Horloger, Ville d'Aurillac, Etablissement Public Territorial Est Ensemble & Ville du Pré-Saint-Gervais, Région Guadeloupe, SPL Chambéry 2040**